

Nourrir le monde : le défi du tiers-monde

Participaient à ce débat :

Jacques ATTALI, écrivain, Président de PlaNet Finance ;

Vincent DAVID, Responsable des relations extérieures de Max Havelaar France ;

Jean-Jacques GRAISSE, Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial ;

Benoît MIRIBEL, Directeur général d'Action contre la Faim ;

Le débat est animé par François LENGLET, Directeur de la rédaction d'Enjeux-Les Echos.

François LENGLET

Je souhaiterais, pour introduire ce débat, rappeler trois points soulevés par la FAO dans un récent rapport. Premièrement, la proportion dans le monde des personnes sous-alimentées diminue, mais la croissance de la population mondiale risque d'inverser la tendance. Deuxièmement, une trentaine de pays ont sensiblement réduit la sous-alimentation de leur population dans les 15 dernières années, ce qui concerne plus de 2 milliards d'habitants. Enfin, le coût humain de la faim dans le monde est considérable : plus de 5 millions d'enfants en meurent chaque année. Les pertes de revenus et de croissance se chiffrent à plusieurs centaines de milliards de dollars.

Jacques Attali, vous êtes écrivain et Président-fondateur de PlaNet finance, une ONG consacrée au micro-crédit. Vous avez été Conseiller spécial de François Mitterrand et êtes co-fondateur de la BERD. Pourriez-vous, pour ouvrir notre débat, dresser un état des lieux de la faim dans le monde ?

Jacques ATTALI

Je ne suis pas un spécialiste de ces questions, même si j'ai la fierté d'être fondateur d'Action contre la faim, ici représentée par son Président.

Il faut savoir que 1,2 milliard de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cependant, le seuil de 1 dollar par jour ne me paraît pas pertinent : il conviendrait plutôt d'utiliser le seuil de 2 dollars par jour. Dans ces conditions, plus de 2 milliards d'êtres humains vivraient en réalité dans un état de précarité extrême. Près de la moitié de la population mondiale pourrait passer sous le seuil de la pauvreté d'ici peu. Par ailleurs, 850 millions de personnes souffrent de sous-nutrition. La croissance de l'économie mondiale est toutefois extrêmement forte, ce qui laisse à penser qu'une solution est possible.

L'avenir me paraît néanmoins inquiétant. D'une part, la croissance de la population est très importante : le nombre d'êtres humains devrait bientôt dépasser les 9 milliards d'individus. Qui plus est, l'urbanisation est très forte. Cette évolution risque d'accentuer les problèmes, la pauvreté étant évidemment plus facile à vivre dans les zones rurales, car la solidarité communautaire et familiale y joue plus facilement.

En partenariat avec

Les Echos
LA FINANCE EN FRANCE

Enjeux
Les Echos


Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



D'aucun estiment qu'il suffirait d'une croissance agricole légèrement supérieure à la croissance de la population pour résoudre les problèmes. C'est tout à la fois faux et indigne. En effet, il ne suffit pas de percevoir les calories nécessaires à sa subsistance pour sortir de la misère : la dignité, c'est aussi la diversité alimentaire. Par ailleurs, les difficultés sont multiples : elles tiennent à l'usure des sols, aux problèmes de déforestation. Nous serons de plus en plus confrontés à des problèmes d'organisation et d'efficacité agricole de ce type.

François LENGLET

Que nous apprennent les pays qui ont réussi à faire mieux jusqu'à présent ?

Jacques ATTALI

Les principales pistes de progrès sont la logistique, la gestion de l'eau, l'utilisation de semences améliorées et d'OGM. Certains OGM sont en effet reconnus comme étant sûrs et permettant de réduire la consommation en eau et les risques de contamination.

François LENGLET

Quelle est la vocation de PlaNet finance que vous dirigez ?

Jacques ATTALI

PlaNet finance est une ONG financée par l'Etat, le grand public et diverses entreprises privées. Elle finance un grand nombre d'institutions de micro crédit, qui est un outil de lutte contre la pauvreté, sans être un instrument d'urgence. La micro finance est un instrument de premier plan pour le développement. En effet, le premier facteur du développement est la démocratie, ce qui nécessite des efforts de longue haleine. Le second est l'ouverture des frontières. Le troisième est l'accès aux technologies. Le quatrième est l'accès aux financements internationaux. Le micro crédit apparaît comme un cinquième levier du développement. Il vise à permettre aux populations d'avoir accès aux moyens d'assurer eux-mêmes leur développement. Il faut savoir que 80 % de la population mondiale est privée de tout : d'eau, d'éducation, mais aussi de l'accès au crédit, faute de garanties suffisantes. Le principe de base de la micro finance est de faire confiance aux populations les plus démunies.

Nous avons mené nos premières actions il y a une trentaine d'années maintenant. Aujourd'hui, plus de 10 000 institutions existent dans le monde. Nous pensons que le micro crédit touchera au moins 300 millions de personnes dans 10 ans. Les fonds sont utilisés à des fins diverses. Il faut savoir que 98 % des crédits sont remboursés dans les délais, soit un taux bien supérieur que dans les crédits classiques.

J'aimerais évoquer un point d'importance : le développement est parfois contraire au respect de l'environnement. C'est pourquoi il est essentiel de faire prendre conscience de la rareté des ressources aux personnes accédant à ces solutions de financement.

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA FINANCE EN FRANCE **Enjeux**
Les Echos **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture **60**
ANNIVERSAIRE

François LENGLET

Il est pourtant assez difficile de demander à ces populations de ne pas reproduire notre modèle.

Jacques ATTALI

Je suis tout à fait de votre avis.

François LENGLET

Je cède la parole à la salle pour une première série de questions.

De la salle, ESC de Paris

La micro finance semble être un moyen très efficace dans la lutte contre la pauvreté. Quelle place envisagez-vous donner à ce dispositif au sein des organisations internationales ?

Jacques ATTALI

Les organisations internationales classiques considèrent la micro finance avec beaucoup de dédain. La communauté internationale consacre environ 1 milliard de dollars à la micro finance chaque année, ce qui est dérisoire au vu des 60 milliards de dollars d'aide au développement dépensés chaque année. Nous pourrions toucher 400 à 500 millions de personnes si cette somme était multipliée par trois. Quoi qu'il en soit, ces montants sont dérisoires, sachant que le PNB mondial est de 30 000 milliards de dollars. Cependant, nous essayons de convaincre. L'année 2005 a ainsi été déclarée « année de la micro finance », à l'échelle mondiale. Nous avons commencé à créer des fonds d'investissement communs avec la Banque mondiale et l'Union européenne. Il est évident que l'efficacité de ce système et l'effet de levier qui induit est un élément de poids dans nos négociations.

De la salle, HEC

Pouvez-vous nous donner votre sentiment sur les accords en cours de négociation à l'OMC concernant l'agriculture des pays en voie de développement ?

Jacques ATTALI

Je constate que les intervenants d'aujourd'hui proviennent de grandes écoles, je souhaite profiter de l'occasion qui m'est donnée de leur dire que les ONG deviennent des institutions internationales d'un genre nouveau, qui présentent de véritables débouchés pour les jeunes cadres. J'invite les jeunes diplômés à se pencher sur les perspectives de carrière qu'elles proposent.

S'agissant des négociations de l'OMC, il me semble que nous ne devons pas avoir trop d'illusions. Nous pouvons espérer que les pays du Sud parviendront à obtenir un accès aux pays du Nord, sans que ceux-ci obtiennent en échange une ouverture totale des marchés industriels et financiers. L'OMC pourrait surtout jouer un rôle dans l'accélération de la diminution de la dette des pays du tiers-monde, ce qui leur permettrait d'améliorer leur productivité.

En partenariat avec

 **Les Echos**
LE JOURNAL DES AFFAIRES **Enjeux**
LE JOURNAL DES AFFAIRES **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture **60**
ANNIVERSAIRE

François LENGLET

Quel est aujourd'hui l'impact de la PAC ?

Jacques ATTALI

Elle est considérable, dans le sens où elle conduit à une concurrence déloyale et où elle oriente la consommation des pays du Sud. Nous pourrions défendre la thèse selon laquelle la PAC a un impact positif sur l'environnement. Cependant, le manque de transparence est révélateur des dysfonctionnements du système. En effet, nous n'avons pas réussi à obtenir la publication du nom de ses bénéficiaires les plus riches.

De la salle, école d'agronomie de Rennes

Monsieur Attali, vous estimez que la démocratie est un levier essentiel du développement. Visiblement, la situation mondiale n'est pas encore satisfaisante de ce point de vue. Pensez-vous que vos actions aient un quelconque impact, dans ces conditions ?

Jacques ATTALI

La démocratisation du monde est un travail de longue haleine, particulièrement en Asie et en Afrique. Au fond, le XX^{ème} siècle a vu le combat des pays pauvres contre les pays riches, sous le terme de décolonisation. Le XXI^{ème} siècle pourrait être, à l'inverse, le siècle du combat des pays riches contre les pays pauvres, pour imposer la démocratie.

François LENGLET

J'accueille à présent Vincent David, responsable des relations extérieures de Max Havelaar. Vincent David, pensez-vous que les nouvelles formes d'échanges commerciaux que vous développez peuvent être une solution aux problèmes de pauvreté dans le monde ?

Vincent DAVID

En réalité, je ne le pense pas. En effet, il faut rappeler que trois quarts des personnes souffrant de la faim dans le monde sont des paysans. Le commerce équitable n'est donc pas une solution en soi. La solution est d'établir des régulations, de mettre en place des barrières douanières afin que les pays du Sud puissent se protéger des importations du Nord qui détruisent leur économie locale.

Notre travail consiste à appuyer politiquement les organisations de petits producteurs. Le café, par exemple, premier produit de l'agriculture, est cultivé à 70 % par des petits producteurs à la merci, dans l'Amérique latine, des intermédiaires locaux appelés « coyotes ». Nous les aidons à s'organiser en unions de coopératives, ce qui leur permet de conquérir un pouvoir de négociation. Par ailleurs, nous nous sommes rendus compte que le commerce équitable était un moyen très efficace de sensibiliser les consommateurs et les citoyens des pays du Nord sur ces problématiques. Au total, il s'agit donc d'une solution indirecte aux problèmes de la faim dans le monde.

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA PREMIÈRE ÉCONOMIE **Enjeux**
Les Echos **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture **60**

François LENGLET

Quelle est la différence de prix entre un café provenant du commerce équitable et un café provenant des circuits de distribution classiques ?

Vincent DAVID

Il est assez faible et même souvent en faveur des produits du commerce équitable. La question du prix au consommateur est en réalité un faux problème, car le prix est essentiellement lié aux coûts du marketing et de la publicité. Les producteurs des pays du sud pourraient être rémunérés deux fois à quatre fois plus qu'ils le sont actuellement.

Un autre objectif du commerce équitable est de contribuer à changer les règles du commerce international, par la pression sur les gouvernements et les élus. Il s'agit également d'une mission pédagogique.

François LENGLET

Benoît Miribel, vous êtes Directeur général d'Action contre la faim, qui intervient dans 40 pays. Nous connaissons les conditions politiques difficiles, parfois dramatiques, dans lesquelles vous menez vos missions. Est-il néanmoins possible de réaliser des actions de fond et d'améliorer durablement la situation des populations ?

Benoît MIRIBEL

Les situations locales sont effectivement souvent très difficiles. Je suis revenu de Somalie il y a 3 semaines ; l'Etat y est totalement déstructuré ; la population est sous la coupe de clans armés. Notre intervention dans ce pays est donc à la fois humanitaire et alimentaire. Nous pourrions attendre que la situation s'améliore ; nous préférons agir. Nous refusons la fatalité et mettons tout en œuvre pour améliorer la situation. Nous savons pertinemment que les ONG ne résoudreont pas seules les problèmes dans ces pays ; elles interviennent souvent par défaut, pour pallier les carences des Etats. Nous intervenons également sur les causes de ces situations, intervenant auprès des décideurs européens.

François LENGLET

Globalement, constatez-vous une amélioration de la situation sur le terrain ?

Benoît MIRIBEL

Tout dépend des pays. La situation du Libéria s'améliore nettement ; celle de la Somalie, en revanche, est beaucoup plus inquiétante. Action contre la faim mène un véritable travail de fourmi, en réseau avec de nombreuses ONG ainsi qu'avec les Nations-Unies, pour louer des terres afin de regrouper des familles qui peuvent ainsi produire les biens nécessaires à leur subsistance et, dans un second temps, les commercialiser sur le marché local.

En partenariat avec

 **Les Echos**
Le Journal du Commerce **Enjeux**
Le Journal de la Culture **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture **60**
Années

François LENGLET

Jean-Jacques Graisse, vous êtes Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial, qui a consacré quelque 2,2 milliards de dollars à l'aide humanitaire et 250 millions de dollars à l'aide alimentaire. Une critique souvent faite au système de l'aide alimentaire concerne sa responsabilité en matière de déstructuration des marchés locaux. Comment répondez-vous à ce genre d'opinions ?

Jean-Jacques GRAISSE

Il s'agit effectivement d'une critique ancienne, qui est parfois fondée, en particulier dans le cas des aides alimentaires programmes. Cependant, ce type d'actions diminue de manière très sensible. L'aide alimentaire que nous proposons aujourd'hui s'adresse avant tout aux populations les plus déshéritées, ne disposant quasiment pas de marché ; elle est circonscrite à des projets très précis.

Certains hommes politiques du Sud tiennent d'ailleurs un double langage, et formulent eux-mêmes ce genre de critiques. L'exemple le plus frappant est celui du Premier ministre éthiopien qui, il y a quelques années, a annoncé à l'occasion d'une conférence qu'il fallait mettre fin à l'aide humanitaire dans son pays, alors qu'il m'avait reçu le matin même pour réclamer une aide qui devait toucher 12 millions de personnes.

Par ailleurs, il faut savoir que les produits distribués dans le cadre de l'aide alimentaire sont le plus souvent achetés dans les pays voisins du pays concerné, ce qui participe au développement économique de la région. Enfin, l'aide alimentaire est de plus en plus contrôlée. En conclusion, elle n'est plus aussi néfaste qu'elle a pu l'être dans le passé.

François LENGLET

Jacques Attali, avez-vous des commentaires à formuler concernant le commerce équitable ?

Jacques ATTALI

Les négociations de l'OMC ne sont pas très réjouissantes. Par ailleurs, l'on assiste à la constitution d'espaces régionaux intégrés. Il s'agit d'une course de vitesse que nous sommes en train de perdre. Nous n'avons rien à attendre des dirigeants du monde, qui consacrent moins de sommes à l'aide alimentaire que nous n'en consacrons à nos animaux domestiques. En conséquence, rien ne remplace les actions sur le terrain. La solution des pays du Sud se trouve au sud.

François LENGLET

Vous appelez cependant à plus de libéralisme.

Jacques ATTALI

Entendons-nous bien : je ne suis pas partisan de l'abolition immédiate des frontières ; je suis partisan d'une abolition progressive des frontières. Les pays du Sud ont sans doute un intérêt à la réduction de notre production agricole et, partant, à une diminution des subventions. La réduction de la dette des pays pauvres, en revanche, est selon moi une fausse piste, car il ne s'agit pas de la réduction de la dette des populations mais de la réduction de la dette de gouvernements qui utilisent généralement leurs

En partenariat avec

fonds à des fins guerrières. L'objectif est en réalité de permettre aux populations locales de se prendre en main, via la démocratie, la micro finance et l'éducation.

Benoît MIRIBEL

L'Union européenne souhaite parler d'une seule voix en matière internationale et intégrer les logiques humanitaires dans les logiques de développement. Cette politique conduit à une priorisation des actions particulièrement néfastes. En effet, certains pays semblent avoir moins de valeur que d'autres dans ce schéma. C'est pourquoi il convient de rester vigilant par une présence sur le terrain pour mieux connaître les besoins des populations ; rien ne remplace le contact humain.

Jean-Jacques GRAISSE

Il n'est pas tout à fait vrai de dire que la situation s'améliore. Il y a quelques années, 80 % des ressources pouvaient être consacrées au développement, le reste étant consacré aux situations d'urgence. La balance s'est aujourd'hui inversée, du fait des guerres civiles et des catastrophes naturelles qui augmentent en volume et en nombre d'année en année, bien que des progrès notables aient été enregistrés en Chine et en Inde.

De la salle

Monsieur Attali, je m'étonne que vous parliez aussi légèrement des OGM ; selon toute évidence, vous n'avez pas étudié le dossier.

Jacques ATTALI

Il se trouve que je me suis penché avec une grande attention sur le sujet. Nous pouvons dire aujourd'hui de manière certaine que les OGM apportent des solutions très intéressantes en matière de développement, de réduction de la consommation d'eau, sans aucun effet secondaire d'aucune sorte. Je sais cependant que ce n'est pas le cas de tous les OGM. Cependant, je suis d'avis que la diabolisation actuelle de ces produits renvoie à un obscurantisme du Moyen-âge qui est l'une des causes du sous-développement dont souffrent certaines régions du monde.

Vincent DAVID

Les causes de la faim sont multiples – guerres, catastrophes naturelles. Cependant, la cause majeure est économique. Le réel problème avec les OGM est qu'ils sont la propriété de 5 multinationales qui risquent de tenir dans leurs mains l'essentiel de l'agriculture mondiale de demain.

Par ailleurs, je tiens à rappeler que la population active mondiale est principalement composée de paysans, et que la très grande majorité d'entre eux ne possèdent aucune machine et cultivent à la main. Etant donné les différences de productivité énormes existant entre les différents pays du monde, la mondialisation de l'agriculture ne peut qu'être injuste.

Selon moi, la solution à nos problèmes est avant tout politique.

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA PRESSE ÉCONOMIQUE **Enjeux**
LA PRESSE ÉCONOMIQUE **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture **60**
ANNÉES

De la salle, Institut agronomique de Lyon

Comment faire en sorte que les paysans aient accès à la terre ? Comment pousser les pays en voie de développement à mettre en place une véritable réforme agraire ?

Jacques ATTALI

Il s'agit d'un point très important. Nous devons développer l'accès à la propriété qui est une condition de base de la démocratie. Je pense néanmoins qu'il est dangereux de tout attendre de cette solution. L'expérience montre que l'économie informelle est souvent un moyen de développement considérable.

De la salle

Nous savons qu'un grand nombre de pays industrialisés sont opposés à la pratique des subventions agricoles. Or ces mêmes pays sont de fervents défenseurs de l'agriculture intensive qu'ils souhaitent développer dans les pays émergents. Monsieur Attali, pensez-vous qu'ils s'agit là d'une réelle solution de long terme ?

Jacques ATTALI

Je ne suis pas pour la suppression totale des subventions et de la PAC. En revanche, je souhaite que les aides soient accordées aux paysans en ayant véritablement besoin. Nous devons sortir de l'hypocrisie actuelle qui consiste à donner plus de moyens aux producteurs les plus riches. Je pense que nous devons remplacer les aides aux produits par des aides à la personne.

Vincent DAVID

Il faut savoir que 45 % du budget européen est consacré à la PAC. Or il apparaît que ces aides sont attribuées pour 80 % aux agriculteurs les plus riches. Face à cette situation, nous avons créé, en collaboration avec des associations de protection de l'environnement, des associations de consommateurs et des syndicats agricoles, une « plate-forme pour des agricultures durables et solidaires » qui vise notamment à supprimer les aides aux exportations, lesquelles déstructurent les marchés des pays pauvres. Cela dit, je suis d'avis que nous ne pouvons supprimer toutes les aides, sachant que les producteurs européens mènent un grand nombre d'actions nécessaires et allant dans le sens de l'intérêt général.

De la salle

Les OGM sont de véritables chimères. A ce propos, j'invite Monsieur Attali à prendre contact avec le CRIJEM.

Jacques ATTALI

Je vous remercie pour cette invitation.

En partenariat avec

 **Les Echos**
Le Journal des Affaires **Enjeux**
Le Journal des Sciences **Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture**

De la salle

Je remarque qu'aucune femme n'a pris part aux différents débats de la journée, ce que je déplore fortement. Cela dit, pourriez-vous nous dire quelques mots des AMAP, qui sont des solutions alternatives très efficaces selon moi ?

Vincent DAVID

Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne sont des associations directes entre des producteurs et des consommateurs, très développées au Japon et en Californie et concernant près de 60 000 consommateurs français. Il convient effectivement de développer ce genre d'initiatives. Il est essentiel que les producteurs puissent percevoir le juste prix de leur production. Il convient également de noter l'existence de solidarités au quotidien dans un grand nombre de régions, et de systèmes de troc comme les Sel en France.

De la salle

Je suis sénégalaise et suis particulièrement surprise qu'aucune personne venant du Sud n'ait été invitée à participer à cette journée. Je doute que nous puissions trouver des solutions si nous excluons des débats la population directement concernée.

François LENGLET

Il n'est jamais évident d'organiser une première rencontre comme celle-ci ; sachez néanmoins que nous notons votre remarque avec la plus grande attention.

De la salle

La distribution des bénéfices du commerce équitable est-elle réellement équitable, étant donné les pressions des gouvernements dans les pays concernés, qui sont souvent des dictatures ? J'aimerais d'ailleurs souligner la complicité des gouvernements des pays dits démocratiques.

Vincent DAVID

En réalité, nous ne travaillons pas avec les Etats, sachant qu'ils sont souvent inexistantes dans les régions concernées. Cela dit, les gouvernements se montrent de plus en plus intéressés par nos démarches comme le prouve notre récente rencontre avec l'Ambassadeur colombien, à Paris.

Nous fonctionnons sur la base de standards génériques pour les coopératives de producteurs et de standards spécifiques par produits. Nous essayons de convaincre les industriels de payer les récoltes à un prix équitable – en mettant en avant la visibilité de ce type de produits. Par ailleurs, des inspecteurs indépendants certifient les producteurs sur le terrain auprès des consommateurs et contrôlent les importateurs et les industriels.

De la salle

Ne devrions-nous pas développer les relations entre les pays du Sud, qui sont souvent confrontés à des difficultés similaires ?

En partenariat avec

 **Les Echos**
LA PRESSE FINANCIÈRE **Enjeux**
Les Echos **Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture

Jean-Jacques GRAISSE

Il faut savoir que 70 % des produits livrés dans le cadre de l'aide alimentaire sont achetés dans les pays en voie de développement. L'an passé, nous avons ainsi acheté pour 250 millions de dollars de produits agricoles en Afrique. Par ailleurs, l'aide alimentaire est de plus en plus réalisée selon un axe sud-sud. L'Inde est ainsi l'un des plus grands donateurs d'aide alimentaire de ces derniers mois, en particulier lors des grandes crises en Afghanistan. L'Argentine, l'Afrique du Sud et, plus récemment, l'Algérie, sont également des acteurs de plus en plus présents.

Benoît MIRIBEL

L'axe de développement sud-sud est effectivement en croissance très forte. En ce qui concerne Action contre la faim, nous encourageons fortement les transferts de compétences. Cependant, l'évolution actuelle de la politique européenne menace grandement cette évolution.

François LENGLET

Merci pour ces débats. Nous vous donnons rendez-vous pour une prochaine Université de la Terre.

En partenariat avec

**Les Echos**
LA PRESSE DE LA CULTURE**Enjeux**
Les Echos**Organisation
des Nations Unies**
pour l'éducation,
la science et la culture**60**